



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.cgteduc.fr

Concours de recrutement dans le Premier degré : un scandale !

Alors que les épreuves écrites du concours de recrutement des Professeur-es des écoles ont débuté ce lundi 8 avril, les candidat-es et les organisations syndicales ont appris quelques jours à l'avance le nombre exact de postes ouverts à concours et leur ventilation académique. C'est une triste première.

Au regard des chiffres annoncés, on comprend mieux pourquoi le ministère a attendu si longtemps avant de les publier. En effet, il y a 1100 postes en moins par rapport à la session 2019. C'est la seconde année consécutive que le nombre de postes diminue, alors que le nombre d'inscrit-es est en hausse (+4%). C'est aussi ça le bilan Blanquer-Macron dans l'Éducation nationale alors que le primaire est affiché comme la priorité du gouvernement.

Pour la CGT Éduc'action, ces chiffres sont le résultat de la politique gouvernementale de suppression de 120000 emplois menée à l'encontre de la Fonction publique. Et cela touche particulièrement six académies (Rennes, Aix Marseille, Amiens, Lyon, Montpellier, Orléans-Tours) où le nombre de postes proposés sera divisé par deux en un an.

La CGT Éduc'action dénonce ces choix et leurs conséquences graves sur les conditions d'étude des élèves, de travail des personnels et qui va augmenter la crise actuelle du recrutement. Cela va aussi contraindre les académies à recourir massivement à des personnels contractuels pour combler le manque de d'enseignant-es. Cette chute du taux de recrutement va encore dégrader les possibilités de mobilités interdépartementales des personnels et restreindre les possibilités de départs en formation continue puisque les collègues ne seront pas remplacé-es dans leurs écoles...

Pour la CGT Éduc'action, il est impératif de sortir de la logique comptable d'une politique libérale pour réengager une politique volontariste de recrutement et de formation, nécessaire au bon fonctionnement du service public d'Éducation.

Il y a donc urgence à exiger cela et plus que jamais la CGT Éduc'action appelle les personnels à se mobiliser contre la politique du gouvernement et la loi Blanquer.

Montreuil, le 9 avril 2019